

Scolariser les filles, c'est les émanciper

Entre interventions plénières et tables rondes, de nombreuses personnes ont débattu à l'invitation de Regards de femmes et de la Région Rhône-Alpes, sur le thème "Scolarisation des filles : pour avancer, lever les obstacles dans le monde et même en France". La bataille est loin d'être gagnée : 62 millions de filles ne sont pas scolarisées dans le monde.

C'est en citant Victor Hugo, et Koffi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, que Michèle Vianès, présidente de l'association Regards de femmes (reconnue au statut d'ONG depuis 2009), ouvrait le colloque international organisé lundi à Vénissieux dans le cadre de la 5^e quinzaine de l'égalité Femmes-Hommes de la Région Rhône-Alpes : "Le poète écrivait : la liberté commence où l'ignorance finit; et le second : aucun instrument de développement n'est plus efficace que l'éducation des filles." Que peut-on dire de plus vrai ? insistait la présidente devant la centaine de personnes présentes salle Irène-Joliot-Curie. "Pour sortir de la spirale infernale de la pauvreté, pour permettre un développement durable, il est indispensable d'attaquer les inégalités à la racine et de favoriser l'éducation des filles, facteur essentiel de leur émancipation."

Et pourtant... Aujourd'hui, dans le monde, les deux tiers des adultes illettrés sont des femmes, même si ces vingt dernières années, des progrès importants ont été faits pour la scolarisation des filles et si la fracture éducative entre filles et garçons s'est légèrement réduite. À l'échelle mondiale, dans les pays en développement, la fraction des filles non scolarisées a certes diminué, passant de 58 à 53 %, mais elle reste considérable.

Des chiffres ont été cités au cours de cette journée, effrayants : 115 millions d'enfants ne fréquentent pas l'école primaire. 43 % des filles qui devraient être scolarisées en secondaire ne le sont pas. 62 millions de filles ne vont pas à l'école du tout...

Parmi les obstacles à l'instruction, les mariages précoces, avant l'âge de quinze ans. Dior Fall Sow, magistrate consultante auprès de la cour pénale internationale et présidente honoraire de l'association des juristes sénégalaises, précise : "39 000 mariages précoces ont lieu par jour, essentiellement en Afrique. Une fois mariées, les filles ne vont plus à l'école. Pourtant, dans la plupart des pays, la loi interdit le mariage des filles avant l'âge de 18 ans, mais elle n'est pas respectée. Nous sommes en marche pour faire évoluer les choses; mais il faut du temps." Car les motifs de non-scolarisation des filles sont connus : "Aux traditions, aux coutumes s'ajoutent l'inégale répartition des tâches dans la famille, l'éloignement de l'école, les frais de scolarité et autres dépenses ainsi que l'interdiction, dans certains pays, de la scolarité aux jeunes femmes enceintes ou déjà mères."

Pourtant, l'importance de la scolarisation des filles n'est plus à démontrer. Une étude menée dans



La salle Irène-Joliot-Curie de Vénissieux a accueilli ce colloque international en lien avec la Région Rhône-Alpes

dix-huit pays de l'Afrique subsaharienne concernant les enfants de 7 à 14 ans montre d'ailleurs que 73 % des enfants dont la mère a été scolarisée le sont eux aussi, alors qu'ils sont moins de 51 % quand la mère n'a pas été scolarisée.

Des travaux de l'UNICEF prouvent aussi qu'un enfant né d'une mère qui a eu accès à l'école élémentaire a beaucoup plus de chances de vivre au-delà de son cinquième anniversaire que celui né d'une mère qui en a été privée. Mieux encore : chaque année supplémentaire de scolarité dans la vie d'une fille réduit de 10 % le risque de décès de son futur bébé. Autre indicateur, celui du Burkina Faso : quand une femme a atteint le niveau secondaire, elle met au monde en moyenne 2,8 enfants alors qu'une femme sans instruction aura en moyenne 6,7 enfants.

La privation d'instruction enferme les filles

"Nos combats, ce sont ceux de toutes les générations, celles d'hier, celles d'aujourd'hui, celles de demain", assurait Michèle Picard, maire de Vénissieux, intervenant à l'ouverture de ce colloque dont les travaux se sont enchaînés toute la journée sous forme de tables rondes. "Un combat en forme de relais, de transmission, pour faire avancer avec les hommes les droits des femmes, partout où ils sont bafoués, rognés ou ignorés. C'est notre vigilance, notre combativité, notre capacité à dénoncer les inégalités injustifiables et à interpeller les pouvoirs publics qui feront changer les mentalités, reculer les idées réactionnaires et rétrogrades."

Le maire de Vénissieux mettait en garde contre l'idée bien répandue que "notre modèle républicain nous mettrait à l'abri de toute forme de

ségrégation et de discrimination. (...) Tout le monde l'assure, les filles réussissent mieux leurs études que les garçons; mais alors comment expliquer qu'elles soient ensuite sous-représentées dans les postes à responsabilité, les directions ou les professions les mieux rémunérées?"

À Vénissieux, des campagnes régulières de sensibilisation sont menées (par exemple dans les EPJ) sur les rap-

ports filles/garçons et les notions de respect, accompagnés de moments forts comme le festival Essenti'Elles, autour du 8 mars et de la Journée internationale des Femmes. "Notre appel à projets, La preuve Formelles, vise également à promouvoir la pratique du sport au féminin."

Véronique Moreira, vice-présidente du Conseil régional Rhône-Alpes déléguée à la coopération soli-

taire, observe que l'émancipation des femmes est une garantie d'un monde plus juste : "Il reste dans le monde des inégalités flagrantes, notamment dans les pays les plus pauvres. Il y a encore dans certains pays des enseignants non formés et c'est inacceptable. C'est pourquoi la Région organise depuis plusieurs années ce type de colloque sur des thèmes différents pour alerter."

En conclusion de cette journée, Michèle Vianès lançait un appel aux gouvernants afin de rendre l'éducation primaire abordable pour toutes les filles. "Au-delà du combat pour la justice et contre les discriminations, la scolarisation des filles est tout simplement la condition du développement mondial. La privation d'instruction enferme les filles, puis l'adolescente et la femme qu'elles deviendront, dans la vulnérabilité la plus extrême face à la maladie, aux violences sexuelles, aux mariages forcés, aux grossesses précoces et à la pauvreté. À l'inverse, l'accès à l'éducation a des conséquences vertueuses qui vont bien au-delà des jeunes élèves elles-mêmes." Pour preuve : si tous les enfants bénéficiaient d'un accès égal à l'éducation, le revenu par habitant augmenterait de 23 % au cours des quarante prochaines années. ■

MICHÈLE FEUILLET

Et si l'égalité fille-garçon passait par le sport ?

Les pratiques sportives se répartissent encore fortement selon l'idée sexuée : très tôt les jeunes et leurs parents ont tendance à choisir un sport en fonction de leur sexe, danse ou équitation pour les filles, foot ou rugby pour les garçons. Malgré tout, a expliqué Nina Charlier, professeur retraitée de l'Éducation nationale et responsable de la commission Mixité, Égalité, Femmes du SNEP-FSU, "même si le cours d'Éducation physique et sportive a été le dernier à devenir mixte, il est considéré aujourd'hui comme un lieu où l'expérience de l'égalité est possible."

Il n'empêche que la bataille n'est pas encore gagnée. "D'abord, parce que dans la société, les filles restent minoritaires dans les sports et qu'à l'école, leurs notes en sport sont inférieures d'un point à celles des garçons. De plus, 21 % des sections sports études en France n'accueillent aucune fille. Il existe également des écarts entre la pratique sportive des filles scolarisées en lycée général et celles de lycée technique ou professionnel." Autre écart : alors que 51 % des filles pratiquent le sport en France, elles ne sont que 32 % à en faire dans les zones d'éducation prioritaire.

Dans un petit film qu'elle a réalisé, Nina Charlier met en avant



Au lycée polyvalent Jacques-Brel, la section féminine de rugby accueille des jeunes filles volontaires et battantes

l'attitude des garçons et des filles dans un gymnase. Alors que les garçons occupent le terrain, restent groupés, les filles ne font pas de bruit et attendent sagement les consignes. "Dans des sports comme l'escalade, les filles aiment être assurées par les filles et les garçons par leurs copains. Quand on fait des équipes mixtes, les réticences sont nombreuses. Les enfants expriment un manque de confiance."

L'enseignement de l'EPS n'ignore pas les difficultés qui découlent de ces rapports différenciés : "Accepta-

tion ou rejet des activités fortement identifiées masculines ou féminines, gestion difficile de la mixité, moindre adhésion ou motivation différente des filles... Nous ne pouvons pas faire comme si filles et garçons étaient pareils ou comme si les filles n'aimaient pas naturellement le sport, insiste Nina Charlier. D'ailleurs, dans le sport scolaire du mercredi après-midi, les filles représentent près de la moitié des effectifs; et elles y viennent pour faire de la compétition, dans de nombreuses activités." ■

L'association Regards de femmes a accueilli lundi une centaine de personnes pour un colloque sur la scolarisation des filles.

115

c'est le nombre en millions d'enfants non scolarisés dans le monde à l'école primaire.

"Au-delà du combat pour la justice et contre les discriminations, la scolarisation des filles est la condition du développement mondial."
Michèle Vianès, présidente de Regards de femmes